

Le succès de l'AfD trouble le camp conservateur

- La droite nationaliste se déchire au lendemain de son succès aux élections législatives (12,6 %).
- La droite conservatrice, elle, réfléchit à une nouvelle orientation politique sur la question du droit d'asile.

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le triomphe à peine savouré, l'extrême droite se déchire en public entre l'aile nationale-conservatrice et l'aile libérale, plus modérée. En pleine conférence de presse, Frauke Petry, la présidente de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), a annoncé hier, avant de quitter la salle, qu'elle ne ferait pas partie du groupe parlementaire à l'assemblée fédérale (Bundestag). « Cette fuite en avant fait éclater au grand jour les divisions internes », constate Gero Neugebauer, politologue à l'Université libre de Berlin.

D'autres députés du courant libéral, parmi les 94 sièges obtenus dimanche, pourraient rejoindre Frauke Petry pour protester contre la radicalisation de l'AfD. L'appel a été déjà entendu dans les régions (l'AfD est présent dans 11 parlements). Dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, quatre députés ont quitté leur groupe parlementaire hier pour des « questions de fond » et des « problèmes de personnes ».

Frauke Petry, déjà très isolée, avait critiqué dimanche les déclarations d'Alexander Gauland, vice-président et idéologue du parti, qui avait promis dimanche de « pourchasser Merkel » après l'annonce des résultats. Pour elle, ce genre de dérapages verbaux plus ou moins calculés de certains responsables de l'AfD font obstacle à toute coalition politique pour ce parti né en 2013 sur un programme essentiellement anti-euro.

Gauland utilise la stratégie de l'extrême droite : provoquer puis démentir pour faire parler de soi

Les appels à la démission de la présidente du parti se sont succédés hier. Alice Weidel, l'une des deux

têtes de liste de l'AfD aux élections, a réclamé la démission de Frauke Petry pour qu'elle évite de « causer davantage de dommages ». Le chef du groupe parlementaire de Saxe-Anhalt, André Poggenburg, proche des néonazis, l'a menacée d'une procédure d'exclusion si elle ne quittait pas volontairement l'AfD.

En coulisses, c'est désormais le vice-président Alexander Gauland qui tire toutes les ficelles. Représentant de l'aile nationale-conservatrice, le stratège et l'idéologue du parti soigne un look *very british* qui cache des idées proches des néonazis. « En ayant glorifié les performances des soldats de la Wehrmacht, les positions de ce monsieur s'approchent lentement des idées négationnistes », constate le politologue Gero Neugebauer.

Depuis qu'il a écarté la présidente Frauke Petry, qui voulait faire de l'AfD un parti de gouvernement, il s'est imposé comme le vrai leader. Avec lui, le parti s'est radicalisé au point d'effrayer une aile modérée qui lui reproche de ne pas prendre suffisamment ses distances avec des militants néonazis.

Alexander Gauland a défendu le mouvement protestataire et xénophobe Pegida comme un « allié naturel ». Il a refusé l'exclusion de son ami Björn Höcke, président ultra-radical de l'AfD en Thuringe, qui avait pesté contre les « méthodes stratégiques de reproduction des Africains ». « Björn Höcke incarne une partie de l'âme du parti », estime-t-il.

A 76 ans, cet ancien membre du Parti chrétien-démocrate de Merkel (CDU) utilise la même stratégie de l'extrême droite en Europe : provoquer puis démentir pour faire parler de soi. Ainsi a-t-il réclamé l'expulsion en Anatolie d'Aydan Özoguz, la ministre d'Etat à l'Intégration. Il a

surtout attaqué Jérôme Boateng, le joueur de l'équipe nationale de football d'origine ghanéenne. « Les gens l'apprécient comme footballeur mais n'aimeraient pas l'avoir comme voisin », avait-il jugé. Depuis, il répète : « Je n'ai pas insulté monsieur Boateng »...

La percée spectaculaire de l'extrême droite en Allemagne a eu l'effet d'une bombe dans le camp conservateur, notamment en Bavière ou Horst Seehofer, le ministre-président du land, avait choisi de mener une campagne calquée sur celle de l'AfD. Le président de l'aile bavaroise et ultra-conservatrice du parti chrétien démocrate (CSU) encaisse un revers électoral encore plus cinglant que Merkel. La chancelière n'avait pas dévié de sa ligne humanitaire et favorable au droit d'asile pour tenter de ramener les déçus de la CDU dans son camp. La CSU a perdu dix points en Bavière à 39 % !

La chancelière est rendue en partie responsable – y compris dans ses rangs – de la montée de ce mouvement à cause de sa politique migratoire. Horst Seehofer accuse aujourd'hui Merkel d'être à l'origine de la percée de l'AfD. « Cela ne peut plus continuer comme cela », a-t-il déclaré lundi à Munich. Une nouvelle orientation du parti est nécessaire, estime-t-il, dans le sens de l'extrême droite, en accueillant les électeurs avec une « orientation nationaliste ».

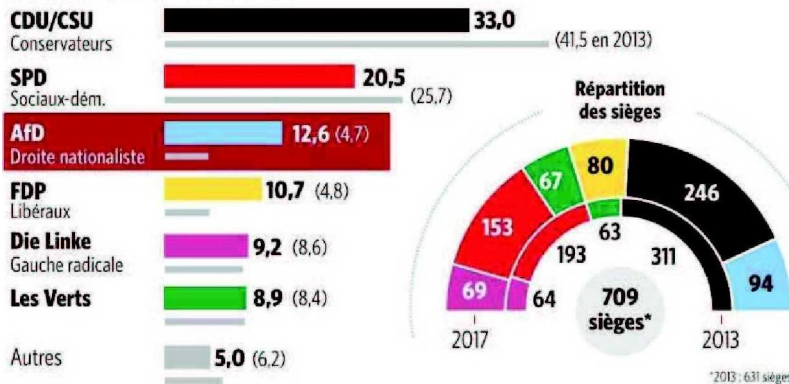
Pour marquer sa distance avec la politique de l'asile de Merkel et la perspective d'une alliance avec les écologistes, ennemis jurés des conservateurs bavarois, la CSU pourrait même quitter le groupe parlementaire de l'Union chrétienne au Bundestag. Ce serait une césure dans l'histoire du parti conservateur allemand. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

Résultats officiels des législatives allemandes

Participation : 76,2 % (2013 : 71,5)

Sources : ZDFmedia
© AFP



gauche La social- démocratie confirme sa petite forme

De l'aveu de son leader, Martin Schulz, le résultat électoral du SPD est « difficile et amer ». Un euphémisme : avec quelque 20 % des suffrages exprimés, les sociaux-démocrates réalisent leur pire performance électorale depuis la Seconde Guerre mondiale. Une claque qui rappelle celle reçue par le Parti socialiste français lors des législatives du mois de juin, ou celle – virtuelle à ce stade – annoncée au PS francophone lors de sondages publiés en septembre.

« Le constat est là, opine Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur les 30-40 dernières années, même s'il peut y avoir des victoires électorales, singulièrement dans les systèmes majoritaires, le socle électoral et le socle militant sur lesquels s'est longtemps appuyée la social-démocratie se sont considérablement affaiblis. Les partis socialistes et sociaux-démocrates entrent par ailleurs en concurrence avec des formations de gauche : d'abord les partis écologistes, puis aujourd'hui des partis de gauche radicale... »

Les causes de ce reflux ? La désindustrialisation, puis la mondialisation, accompagnées d'une montée des idées libérales, qui ont non seulement modifié la base électorale des partis sociaux-démocrates mais ont affecté les ressources

et la capacité d'intervention des pouvoirs publics – qui, historiquement, caractérise ce courant politique quand il occupe le pouvoir.

« Les partis sociaux-démocrates, qui ont pourtant une tradition internationaliste, n'ont pas été capables de s'accorder au niveau international pour faire évoluer l'Europe vers une sorte d'Europe sociale, avec une convergence des politiques sociales et fiscales, etc., explique Frédéric Sawicki. Quand ils se retrouvent au pouvoir, les partis sociaux-démocrates doivent essentiellement utiliser des leviers nationaux pour sauver ce qui peut l'être, tout en veillant à éviter que la désindustrialisation se poursuive et que la compétitivité économique ne baisse... En Allemagne, dans les années 2000, le SPD de Gerhard Schröder s'est carrément inscrit dans des recettes inspirées du néolibéralisme, en mettant en place des politiques de Workfair, de réorientation en matière de protection du travail et de protection sociale, mais avec des effets terribles, qui ont alimenté la déception d'une partie de ses électeurs ».

Quand ils ont occupé le pouvoir fin des années 90 ou début des années 2000, les partis socialistes ou sociaux-démocrates n'ont cependant pas tous mis en œuvre les mêmes politiques. « Ce que Tony Blair au Royaume-Uni avec cette fameuse Troisième Voie et Gerhard Schröder en Allemagne ont fait n'est pas comparable avec ce que Lionel Jospin a fait en France, indique Jean Faniel, le directeur du Crisp. Avec ce dernier, ce sont tout de même les 35 heures qui ont vu le jour. On peut distinguer une différence semblable en Belgique avec des socialistes qui, au nord du pays, ont vanté l'activation et, au sud, ont tenté plus classiquement de défendre la Sécu. » Cette dernière stratégie a permis au PS de se porter longtemps mieux que d'autres partis de gauche en Europe. « Elle explique aussi par contraste la déception qu'ont

pu ressentir une série d'électeurs lorsque le PS a accepté par exemple de limiter dans le temps les allocations d'insertion », poursuit Jean Faniel. Autre terrain sur lequel les partis sociaux-démocrates ont également reculé selon le politologue ou sont restés muets : le thème de l'immigration. Avec des mesures prises qui auraient parfois pu être celles de partis de droite, voire d'extrême droite.

Au pouvoir, les partis sociaux-démocrates n'ont pas seulement cédé du terrain face à la droite, ils ont aussi négligé parfois d'être une force de proposition,

place des politiques de Workfair, de réorientation en matière de protection du travail et de protection sociale, mais avec des effets terribles, qui ont alimenté la déception d'une partie de ses électeurs ».

Quand ils ont occupé le pouvoir fin des années 90 ou début des années 2000, les partis socialistes ou sociaux-démocrates n'ont cependant pas tous mis en œuvre les mêmes politiques. « Ce que Tony Blair au Royaume-Uni avec cette fameuse Troisième Voie et Gerhard Schröder en Allemagne ont fait n'est pas comparable avec ce que Lionel Jospin a fait en France, indique Jean Faniel, le directeur du Crisp. Avec ce dernier, ce sont tout de même les 35 heures qui ont vu le jour. On peut distinguer une différence semblable en Belgique avec des socialistes qui, au nord du pays, ont vanté l'activation et, au sud, ont tenté plus classiquement de défendre la Sécu. » Cette dernière stratégie a permis au PS de se porter longtemps mieux que d'autres partis de gauche en Europe. « Elle explique aussi par contraste la déception qu'ont pu ressentir une série d'électeurs lorsque le PS a accepté par exemple de limiter dans le temps les allocations d'insertion », poursuit Jean Faniel. Autre terrain sur lequel les partis sociaux-démocrates ont également reculé selon le politologue ou sont restés muets : le thème de l'immigration. Avec des mesures prises qui auraient parfois pu être celles de partis de droite, voire d'extrême droite.

Au pouvoir, les partis sociaux-démocrates n'ont pas seulement cédé du terrain face à la droite, ils ont aussi négligé parfois d'être une force de proposition, d'avancer un projet de société plus global. « Aujourd'hui, on n'en voit pas encore véritablement émerger à un niveau européen, note Jean Faniel. Et si dans certains partis, on a vu éclore certaines volontés de renouvellement, elles se sont heurtées à l'appareil des partis. Ce fut le cas de Benoît Hamon mais aussi de Jeremy Corbyn. »

Et maintenant ? Frédéric Sawicki es-

time que la social-démocratie a raté une occasion historique de rééquilibrer les choses après la crise financière de 2008, qui, en toute logique, aurait dû discréditer « le libéralisme à tous crins ». « Le paradoxe est qu'elle a été encore plus pénalisée que les autres forces politiques, parce que les États ont dû consentir à des sacrifices considérables pour sauver leurs économies, victimes de la spéculation !, explique-t-il. L'immense défi est aujourd'hui de réinventer un nouveau projet au niveau européen, une critique du libéralisme qui ne soit pas fondée sur un repli sur soi. »

« Le SPD de Gerhard Schröder n'est inscrit dans des recettes inspirées du néolibéralisme »

FREDÉRIC SAWICKI

« Tout va dépendre des choix qui seront posés, indique pour sa part Jean Faniel. Aller au pouvoir ou pas ? Je ne dis pas que les partis sociaux-démocrates ne peuvent se ressourcer que dans l'opposition. Mais en tout cas, s'ils vont au pouvoir, ils doivent savoir précisément pour y faire quoi. » ■

WILLIAM BOURTON
et MATHIEU COLINET

Les Verts allemands tentés par une alliance avec Merkel

Les écologistes allemands sont tentés par un retour au pouvoir dans un futur gouvernement d'Angela Merkel, même si la tâche d'allier la frange gauche des Verts avec la droite du parti conservateur allemand s'annonce comme un gros défi. Avec 8,9 % des voix lors des élections législatives de dimanche, le parti écologiste le mieux implanté en Europe a légèrement amélioré son score de 2013, lorsqu'il avait enregistré 8,4 % des suffrages. Avec des sociaux-démocrates en déroute qui veulent faire une cure d'opposition, la chancelière ne peut espérer constituer une majorité que si elle conclut une al-

liance à première vue contre-nature avec les Verts, aux tendances altermondialistes, et les libéraux du FDP.

Seule la région du Schleswig-Holstein fait actuellement l'expérience d'une coalition jamaïcaine de ce type, référence aux couleurs noir-jaune-vert des trois partis. Avant elle, un autre petit land, la Sarre, a été dirigé de 2009 à 2012 par un tel attelage.

Pour les « Grünen », entrer dans la coalition gouvernementale serait un retour à la responsabilité exécutive après leur expérience de 1998-2005. A l'époque, ils avaient rejoint les sociaux-démocrates du chancelier Gerhard Schröder. Depuis un peu plus d'un an, la question d'une alliance avec la CDU de Mme Merkel taraude la direction du parti. (afp.)

Europe Macron veut peser sur la négociation de coalition

Dès lundi dans les milieux européens comme dans les chancelleries, la question a animé les conversations : la nouvelle configuration électorale et politique à Berlin aura-t-elle un impact négatif sur le débat européen, qui n'attendait que l'élection allemande pour être relancé ? C'est de Paris que viendra ce mardi après-midi le premier rebond européen des élections allemandes : Emmanuel Macron prononcera à la Sorbonne le grand discours, annoncé de longue date, où il doit dévoiler ses idées concrètes de réforme de l'UE. Le président français est-il en train d'en revoir le texte suite au scrutin allemand ? « Même s'il y travaille jusqu'au dernier moment, il n'y a pas de

modification due à tel ou tel événement », expliquaient lundi des sources élyséennes, sachant que le président partagera des « convictions profondes », qui « ne changent pas au gré des circonstances ».

Mais le timing n'est pas innocent. Même si l'Élysée se défend de vouloir « peser sur la formation de la coalition », le moment constitue une bonne fenêtre « avant que ces négociations ne commencent et qu'on nous dise ensuite qu'il est trop tard ». Le président devrait dégager une « vision à dix ans » pour une UE qui aurait trop navigué à vue et entre les crises, ces dernières années. (Une vision demandée par Charles Michel depuis le sommet européen de Malte en février dernier : le lien noué entre les deux hommes n'y est peut-être pas étranger...)

Emmanuel Macron détaillera-t-il ses propositions de réforme de la zone euro, comprenant un gros budget propre et un euro-parlement ? Pas sûr que le discours ira jusque dans ces détails, laissent entendre les sources élyséennes. Où l'on verra si le président français tient compte de la perspective de voir les libéraux du FDP, très opposés à ces idées, entrer dans la nouvelle coalition à Berlin... Dans les milieux diplomatiques européens, on commence d'ailleurs à se demander si Macron ne s'avance(ra) pas trop loin dans ses propositions de réforme de l'UE ou de l'Eurozone.

« Il risque de se distancer outre mesure d'Angela Merkel. Et ce n'est dans l'intérêt de personne qu'il passe pour un « looser » s'il se retrouve isolé avec ses idées... », confie une source européenne.

Les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement auront en tout cas l'occasion d'un premier échange de fond sur l'opportunité et la dynamique éventuelle de ces réformes : ce sera ce jeudi soir à Tallinn, lors du dîner qui les réunira la veille du « sommet digital ». Un dîner informel finalement très substantiel, qui a été fortement souhaité par le président français, justement. Selon nos informations, le président du Conseil européen Donald Tusk compte sonder les 28 sur la question suivante : est-ce le bon moment pour lancer l'UE dans un processus de réformes (souhaitées aussi par le président de la Commission Jean-Claude Juncker dans son récent discours sur l'état de l'UE) ? Ou ne faut-il pas plutôt concentrer les efforts sur « l'agenda de Bratislava » ? C'est-à-dire sur les chantiers opérationnels concrets, dont les citoyens attendent plus de résultats, comme les performances économiques, la sécurité, ou le contrôle de la migration. Tous les convives seront évidemment curieux d'entendre comment Angela Merkel envisage le sujet... ■

JUREK KUCZKIEWICZ